

Les usages politiques du passé [sous la dir. de François Hartog et al.]

Autor(en): **Bensi, Fabrizio**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **11 (2004)**

Heft 2

PDF erstellt am: **29.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LITERATUR ZUM THEMA COMPTES RENDUS THEMATIQUES

FRANÇOIS HARTOG,
JACQUES REVEL (DIR.)
LES USAGES POLITIQUES DU PASSE
PARIS, EDITIONS DE L'ECOLE DES HAUTES ETUDES
EN SCIENCES SOCIALES, 206 P., 20,-

De tout temps l'histoire, le passé et la mémoire ont été utilisés politiquement. La liste d'exemples serait longue et rébarbative. Depuis la bataille de Kadesh, transformée par Ramsès II et ses historiographes en victoire éclatante sur les Hittites, en passant par les cités grecques, l'Empire romain, les féodalités médiévales, les Etats dynastiques du 17^e-18^e siècles, pour enfin arriver aux nationalismes du 19^e et aux totalitarismes du siècle dernier, le contrôle du passé a toujours été un enjeu essentiel pour l'exercice de la politique. George Orwell ne s'y était pas trompé d'ailleurs, lui qui avait rappelé dans son chef-d'œuvre, 1984, que «qui contrôle le passé, contrôle le présent, qui contrôle le présent, contrôle le futur».

Depuis quelques années, la prise de conscience aiguë de cet usage, dans toutes ses formes et sous toutes les latitudes, avec son corollaire de manipulations et de falsifications, a donné lieu à des débats passionnés, voire à des polémiques virulentes, sur la place et l'interprétation du passé dans la Cité et sur la façon de construire une discipline historique à l'abri de la tentation partisane. Incontestablement, le réveil brutal de mémoires groupales, sectorielles et identitaires n'est pas étranger à ce regain d'intérêt qui a entraîné dans son sillage la société civile.

Au delà des clivages intellectuels et sociaux, l'usage politique du passé a re-

lancé la question de la méthode en histoire et, plus généralement, de la certitude, de la vérité et de l'objectivité des et dans les sciences sociales, surtout depuis la crise du paradigme structuraliste élaboré dans les années 1960.

Si les récentes controverses concernant la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale ont rappelé fort opportunément que notre petit pays n'est pas un *Sonderfall* candide dans l'univers de la mémoire collective et de son usage, c'est surtout en France et en Allemagne que la question des relations entre politique et histoire a ravagé le paysage social et académique, notamment en relation avec le régime de Vichy, les guerres coloniales ainsi que les origines et la nature du nazisme, sans oublier les récents dérapages du Gouvernement Berlusconi à propos de la place du régime fasciste dans l'histoire d'Italie.

Dans ce cadre propice à la réflexion et à l'analyse rétrospectives, François Hartog, spécialiste d'historiographie (connu notamment pour son étude sur Fustel de Coulanges), et Jacques Revel, Directeur de recherches à l'Ecole des hautes Etudes en Sciences sociales de Paris, ont rassemblé et édité en 2001 un recueil de contributions sur les usages politiques du passé. Se voulant pluridisciplinaires et «œcuméniques», Hartog et Revel ont fait appel à des chercheurs de divers horizons géographiques, intellectuels et aux intérêts multiples.

Mariant tour à tour des contributions épistémologiques touchant au cœur de la «science historique» ou à l'étude de cas concrets et spécifiques, les articles de ce recueil abordent des questions aussi di-

verses que l'histoire et sa relation au présent, les conceptions historiographiques de Charles Péguy; ils livrent aussi des analyses géographiques couvrant l'Allemagne (la mise en scène de l'histoire allemande et sa mémoire muséologique du nazisme), la Grèce (l'usage national/nationaliste de l'hellénisme), le Moyen-Orient (la vision antagoniste du passé par Israël et la Palestine à travers le discours archéologique), l'Espagne (le franquisme), l'Arménie et la Turquie (le génocide arménien).

Ne souhaitant pas nous disperser par une présentation fastidieuse de l'ensemble des contributions, nous nous bornerons à évoquer brièvement l'article de Lucette Valensi, spécialiste du Maghreb et du monde arabe, consacré au génocide arménien et à son usage discordant tant par le Gouvernement turc que par la communauté arménienne. Il s'agit d'un «cas limite» d'usage politique du passé avec, à la clef, la construction méthodique d'un négationnisme d'Etat par le régime kémaliste et ses héritiers, mensonge au demeurant toujours actif et opérant sur le plan officiel et dont la Turquie commence seulement maintenant à mesurer les implications d'ordre moral, politique et diplomatique au niveau international. Autrement dit, la lecture du génocide arménien et de ses usages politiques ne peut être intelligible qu'à condition de la lier au concept d'«Etat criminel» (Yves Ternon).

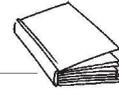
Si l'utilisation/négation du génocide arménien perpétré par les Jeunes Turcs en 1915 est bel et bien au cœur d'une opération de manœuvre politique, instrumentalisée par les Gouvernements turcs successifs, le problème de l'identité nationale de l'Etat turc et de la communauté arménienne fait partie intégrante d'un processus d'intoxication idéologique depuis des générations. Lucette Valensi met très justement en relief les enjeux à la

fois éthiques et politiques de ce traumatisme avec, comme pendant, une mémoire et une histoire émiettées, déstructurées et discordantes. Si, pour les bourreaux, ce refoulement, bâti sur un forfait monstrueux, est désormais nécessaire à l'oubli et au blanchiment du crime au nom de la cohésion de la Nation, pour la diaspora arménienne la mémoire des massacres est devenue indispensable à l'affirmation identitaire d'un droit à la justice et à la vérité, accompagné d'un devoir du souvenir, dans un contexte de deuil impossible.

Depuis les massacres ottomans de 1915, deux écoles historiques s'affrontent donc, sans véritablement communiquer, voire se rapprocher entre elles dans une évocation chorale du génocide et de ses causes; deux discours travaillant chacun dans sa propre perspective morale et intellectuelle, se nourrissant de leurs partis pris, et élaborant deux visions antinomiques de l'événement.

La contribution de Lucette Valensi, dense et serrée, nous renvoie le miroir déformant, paradoxal et confondant d'un passé pillé et enterré par la violence à la fois physique et symbolique d'un système de pouvoir remarquablement persévérant dans son déni de (re)connaissance. La Turquie, pays souhaitant adhérer à l'Union européenne, refuse tout simplement d'entreprendre un travail de réécriture lucide et sans complaisance de son histoire. Comme le rappelle Valensi à la fin de son texte: «Ce qui est clair en tout cas, c'est que, dans ce conflit, et dans la recherche d'une solution à ce conflit, les historiens, qui ont leur mot à dire, avec les outils propres à leur métier, sont aussi sommés d'intervenir dans ce rôle en leur qualité de citoyens» (167).

Pour conclure, Hartog et Revel nous replongent de plein fouet dans le débat récurrent sur l'objectivité et la vérité en histoire. Si ce «noble rêve» (Peter No-



vick, *The Noble Dream: the Objectivity Question and the American Historical Profession*, Cambridge 1988), a été mis à mal ces dernières années, c'est aussi en raison d'une certaine naïveté méthodologique et épistémologique dans l'exercice de la praxis historique, qui a poussé bon nombre de chercheurs à négliger, voire à rejeter, leur vocation citoyenne, fondée sur la reconstruction critique des phénomènes sociaux et politiques à l'intérieur de la Cité. Et cela au nom d'une soi-disant distance/distanciation vis-à-vis de leur objet d'analyse. Les usages abusifs du passé ont joui d'un environnement «mou», caractérisé par le désengagement et le désenchantement progressif de l'histoire au profit d'une vision purement consensuelle du passé. La «crise de l'histoire» et de son appareil conceptuel (Gérard Noiriel), n'en déplaise aux thuriféraires du positivisme et de l'empirisme, ont en réalité facilité les dérapages et les manipulations idéologiques que connaissent un certain nombre de pays occidentaux dans leur relation à l'histoire et à la mémoire, selon les termes mêmes utilisés par F. Hartog: «Crise de confiance, crise des instruments et des méthodes, qui sera probablement positive à long terme pour le développement des capacités interprétatives et méthodologiques de la discipline historique, mais qui, dans l'immédiat, a surtout eu pour effet de l'affaiblir fortement face aux incursions révisionnistes». (8)

L'exemple de l'Institut d'Histoire du Temps présent de Paris et de ses nombreuses recherches et études décryptant avec un esprit à la fois ouvert, attentif et vigilant le présent contemporain prouve qu'un historien a la capacité de conjuguer un arsenal méthodologique rigoureux et solide avec un engagement civil et moral.

Pour lutter contre les usages arbitraires du passé, les historiens sont condamnés à se remobiliser en tant qu'obser-

vateurs lucides et clairvoyants de leur environnement, en particulier du pouvoir politique, économique et médiatique. Dans un monde en pleine effervescence, en proie aux dérèglements d'une mondialisation mal maîtrisée et à de multiples conflits sanglants de nature religieuse et identitaire, il est primordial que l'histoire renonce à sa place subalterne pour reprendre, à côté des autres sciences sociales, son rôle de conscience critique de la société. C'est par le retour de concepts forts et structurés, véritablement interdisciplinaires, que la méthode historique pourra à nouveau retrouver sa raison d'être dans le monde contemporain: comprendre, oui, mais sans accepter l'inéluctable. Pour paraphraser Pierre Bourdieu, l'histoire, comme la sociologie, est un «sport de combat».

Fabrizio Bensì (Genève)

**JOACHIM ROHLFES,
WINFRIED SCHULZE (HG.)
GESCHICHTSVERMITTLUNG
IN DER ÖFFENTLICHKEIT**

SCHWERPUNKTTHEMA VON:
GESCHICHTE IN WISSENSCHAFT UND UNTERRICHT
(GWU), ZEITSCHRIFT DES VERBANDES
DER GESCHICHTSLEHRER DEUTSCHLANDS, JG. 54,
HEFT 2, FEBRUAR 2003.

«Geschichtliches Wissen, das nicht <unter die Leute> kommt, wäre ein steriles Wissen, ein Privatbesitz von Experten, die über Dinge Bescheid wüssten, von denen die meisten Menschen keine Ahnung hätten, und deren Wissen die Welt nicht im geringsten veränderte.» Diesen Befund formuliert Joachim Rohlfes in seinem Standardwerk zur Geschichtsdidaktik (Joachim Rohlfes, *Geschichte und ihre Didaktik*, Göttingen 1986, 10).

In der Februarnummer 2003 befasst sich die *Zeitschrift Geschichte in Wissen-*